

Bruxelles, le 16 avril 2015

SERVICE ASSISTANCE A L'ELABORATION DU BUDGET

MESDAMES ET MESSIEURS
LES MEMBRES DU GOUVERNEMENT

Votre courrier du: Vos références: Nos références: Annexe(s) :
ABB5/430/2015/1137

OBJET: CIRCULAIRE : PRÉFIGURATION DU BUDGET 2016 - DIRECTIVES

1. INTRODUCTION.....	4
2. MODALITÉS POUR LA PRÉPARATION DU BUDGET 2016	5
2.1. TIMING	5
2.2. MISE A DISPOSITION DES DOCUMENTS BUDGETAIRES VIA LE SHAREPOINT	5
2.3. LES « CELLULES BUDGETAIRES » DANS LES DEPARTEMENTS.....	6
3. L'INSPECTION DES FINANCES ET LES DÉLÉGUÉS DU MINISTRE DU BUDGET	7
4. LES PARAMÈTRES TECHNIQUES	8
4.1. INDEXATION	8
4.2. TAUX DE CHANGE.....	8
5. DOTATIONS AUX PARASTATAUX AFFILIÉS AU POOL DES PARASTATAUX	8
6. CLASSIFICATION ÉCONOMIQUE 2010.....	8
7. LES MESURES D'ÉCONOMIES 2016 PRÉVUES PAR LA NOTIFICATION DU 15 OCTOBRE 2014 ET DU 3 AVRIL 2015	9
7.1. GÉNÉRALITÉS	9
7.2. LES MESURES D'ÉCONOMIES SPÉCIFIQUES	9
7.2.1. Budget des dotations.....	9
7.2.2. Ministère de la Défense.....	10
7.2.3. Régie des bâtiments.....	10
7.2.4. Groupe SNCB.....	11
7.2.5. Coopération au développement.....	11
7.2.6. Autres économies.....	12
7.3. LES MESURES D'ÉCONOMIES LINÉAIRES	13
7.4. MESURE SUITE A LA NOTIFICATION DU 3 AVRIL 2015	13
8. LA SIXIÈME RÉFORME DE L'ÉTAT	13
9. LA LOI DU 22 MAI 2003 PORTANT ORGANISATION DU BUDGET ET DE LA COMPTABILITÉ DE L'ÉTAT FÉDÉRAL	13
10. PROPOSITIONS BUDGÉTAIRES 2016 DES SPF/SPP.....	14
10.1. LE BUDGET DES VOIES ET MOYENS – RECETTES NON FISCALES.....	14
10.1.1. Les prévisions de recettes.....	14
10.1.2. La justification des propositions (les fiches budgétaires).....	14
10.2. LE BUDGET GÉNÉRAL DES DÉPENSES.....	15
10.2.1. Les estimations de crédits.....	15

10.2.2.	<i>Dispositions budgétaires par enveloppe</i>	16
10.2.3.	<i>Provision interdépartementale</i>	18
10.2.4.	<i>Estimations pluriannuelles</i>	18
10.2.5.	<i>Intégration de la dimension du genre dans la préparation du budget</i>	19
10.2.6.	<i>Fonds organiques</i>	19
10.2.7.	<i>Crédits relevant de la politique scientifique</i>	20
10.2.8.	<i>La justification des propositions (les fiches budgétaires)</i>	20
10.2.9.	<i>Le texte de loi du budget général des dépenses</i>	21
11.	ORGANISMES D'INTÉRÊT PUBLIC – SERVICES À GESTION SÉPARÉS Y INCLUS LES ETABLISSEMENTS SCIENTIFIQUES FÉDÉRAUX – ENTREPRISES D'ÉTAT - AUTRES ENTITÉS CLASSÉES SOUS L'ADMINISTRATION CENTRALE (SECTEUR S.1311 DE LA BNB)	
	22	
11.1.	PRÉFIGURATION BUDGÉTAIRE 2016	22
11.2.	PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION DE L'ÉTAT FÉDÉRAL (SECTEUR S.1311 DE LA BNB).....	22
11.3.	MODALITÉS ET DÉLAIS DE TRANSMISSION DES BUDGETS.....	25
12.	INSTITUTIONS PUBLIQUES DE SÉCURITÉ SOCIALE ET OIP DE CATÉGORIE D	25
12.1.	BASES DE CALCUL, FORME ET CONTENU	25
12.1.1.	<i>Budget des missions</i>	25
12.1.2.	<i>Budget de gestion</i>	26
12.2.	CONCORDANCE ENTRE "BUDGET DE GESTION" ET "FRAIS D'ADMINISTRATION" DES I.P.S.S.	26
12.3.	CALENDRIER ET PROCÉDURE D'APPROBATION DU BUDGET	27

ANNEXES A COMPLETER - PROPOSITIONS BUDGETAIRES :

1. Fichiers eXL-Budget pour l'introduction des propositions budgétaires pour les départements qui ne font pas partie du projet pilote de mise en réseau de eXL-BUDGET
 - a. Budget des voies et moyens
 - b. Budget général des dépenses
2. Fiches budgétaires
 - a. Budget des voies et moyens
 - b. Budget général des dépenses
3. Estimation des dépenses de personnel pour 2016 pour toutes les entités ne disposant pas d'enveloppe de personnel.
4. Opérations des fonds budgétaires
5. Planning des engagements et liquidations pour les grands projets pluriannuels
6. Estimations du coût des dédommagements et des frais de justice
7. TIC Centres de coûts budget 2016 suite à la note du CM du 5 juillet 2013 (le document sera transmis par le comité CSTIC aux responsables des services d'encadrement TIC en septembre et devra être complété par eux).
8. Tableaux synoptiques de Gestion et de l'Institution pour les IPSS.

ANNEXES POUR INFORMATION :

9. Tableaux de calcul des mesures d'économies 2016 prévues par les notifications du 15 octobre 2014 (base bila CB 2015) et du 3 avril 2015
10. Vade-mecum introduction des propositions budgétaires eXL-Budget:
 - a. Budget des voies et moyens
 - b. Budget général des dépenses
11. Vade-mecum élaboration des fiches budgétaires relatives aux recettes non fiscales
12. Manuel d'utilisation de l'application eXL-BUDGET
13. La présentation des documents budgétaires en monnaie européenne (en euros)
14. Manuel d'utilisation du SharePoint
15. Définition des codes enveloppes budgétaires utilisés pour l'aperçu global et l'indexation automatique
16. Liste des organismes à consolider (secteur S.1311)
17. Classification économique 2010
18. Présentation formelle des documents budgétaires

1. Introduction

1.1. La présente circulaire précise les hypothèses utilisées par le SPF Budget et Contrôle de la Gestion ainsi que le calendrier et les modalités prévues pour la préparation du budget 2016.

1.2. Il s'agira d'une opération purement technique, effectuée à politique inchangée et excluant toute proposition d'un principe nouveau qui pourrait avoir un impact budgétaire.

1.3. Les présentes directives budgétaires concernent non seulement les services de l'administration générale de l'Etat fédéral, mais aussi les services de l'Etat à gestion séparée, les organismes consolidés avec l'Etat fédéral, les institutions publiques de sécurité sociale et OIP de catégorie D et les entreprises d'Etat. **Les services d'encadrement B&CG des départements sont invités dès lors à communiquer la présente circulaire aux services et organismes relevant de leur compétence.**

1.4. Application « eXL-Budget » (uniquement pour SPP et SPF)

Les propositions budgétaires chiffrées par allocation de base et article budgétaire seront introduites pour l'exercice budgétaire 2016:

- Via l'application eXL-BUDGET (le manuel d'utilisation de l'application est joint en annexe 12) pour les départements:
 - o 02.Chancellerie
 - o 03.SPF Budget et Contrôle de la Gestion
 - o 04.P&O
 - o 05.FEDICT
 - o 12 SPF Justice
 - o 13.SPF Intérieur
 - o 16. Défense
 - o 17. Police
 - o 18.SPF Finances
 - o 23.SPF Emploi, Travail et Concertation sociale
 - o 24.SPF Sécurité sociale
 - o 25.SPF Santé publique
 - o 33.SPF Mobilité
 - o 32.SPF Economie
 - o 44.SPP Intégration sociale
 - o 46.SPF Politique scientifique
 - o 51.SPF Finances - Dette publique.
- Pour les autres départements, via un fichier spécifique Excel qui sera disponible sur le SharePoint tant pour les dépenses (eXL_Input_Expenses_XX) que pour les recettes non fiscales (eXL_Input_Incomes_XX). Les propositions budgétaires seront ainsi chargées par le SPF B&CG dans l'application « eXL-BUDGET » à la date limite de remise des propositions.

1.5. Les instructions particulières en vue de la transposition et de la formalisation des documents budgétaires parlementaires seront données en temps utile.

2. Modalités pour la préparation du budget 2016

2.1. Timing

Les propositions budgétaires (Annexe 1 à 8) seront transmises au SPF Budget et Contrôle de la Gestion.

Le calendrier des opérations se déroulera selon le schéma suivant :

- les **propositions budgétaires** des Départements sont attendues pour le **13 mai 2015 à 17 h** au plus tard et seront envoyées à l'IF compétent ainsi qu'au SPF B&CG via le SharePoint. **Au-delà de cette date, le sharePoint ne sera plus accessible pour charger des documents. L'estimation du SPF B&CG sera reprise comme base de travail pour l'Inspection des finances et la réunion bilatérale.**
- L'Inspecteur des Finances / le délégué du Ministre du Budget remettra son **avis pour le 20 mai 2015** au plus tard ;
- Les **réunions bilatérales** concernant la préfiguration budgétaire 2016 se dérouleront **entre le 26 mai et le 12 juin 2015.**

2.2. Mise à disposition des documents budgétaires via le SharePoint

Les propositions budgétaires (fichiers Excel et documents justificatifs - Annexes) seront transmises au SPF Budget et Contrôle de la Gestion via le SharePoint sécurisé du SPF (<https://extranet.begroting.be/AEB-ABB>) dans le dossier « 2016_BI » prévu pour chaque département et organismes d'intérêt public de type A (Fedasil, AFMPS, AFSCA...), **et au préalable**, aux Inspecteurs des finances ou aux Délégués du Ministre du Budget, qui vérifieront si les propositions introduites contiennent tous les renseignements demandés.

Les départements qui ont accès à l'application « eXL-BUDGET » devront charger sur le SharePoint, outre leurs justifications, les tableaux suivants générés par l'application, soit :

- pour les dépenses : « Aperçu global » (Expenses_GlobalOverviewAB) et « Rapport Input » (Expenses_DataCredit)
- pour les recettes : le « Rapport Input » (eXL-Budget_DataRecettes) et le « Tableau recettes » (Incomes_TableauRecettes)

L'application « eXL_BUDGET » ainsi que le SharePoint sont gérés à la Cellule Centrale du Service Assistance à l'élaboration du budget par :

- Anne BAUWENS – anne.bauwens@budget.fed.be
- Bart DHONDT – bart.dhondt@budget.fed.be

Toute demande d'accès au SharePoint doit leur adressée par courriel.

Les Cellules stratégiques qui disposeront également d'un accès au SharePoint pour consulter les documents de leur(s) département(s) doivent également adresser leur demande d'accès aux personnes mentionnées supra. Il convient d'indiquer dans la demande d'accès les informations suivantes :

- Nom - prénom,
- Fonction,
- Numéro de téléphone,
- Ministre ou Secrétaire d'Etat en charge,
- Le département/organisme de tutelle

2.3. Les « cellules budgétaires » dans les départements

Rappel : Les cellules budgétaires constituées dans les départements et composées du Président du Comité de direction (Administrateur général), des Directeurs généraux et du (des) membre(s) de l'Inspection des Finances accrédité(s) auprès du (des) Ministre(s) ordonnateur(s) (Délégué du Ministre des Finances ou Commissaire du Gouvernement) ont un **rôle important de coordination** lors de la préparation des propositions budgétaires.

Les Présidents des comités de direction des SPF et des OIP de la catégorie A sont priés d'inviter le SPF Budget et Contrôle de la Gestion à assister aux réunions de leur cellule budgétaire.

Chaque cellule budgétaire doit exercer une tutelle permanente sur les travaux budgétaires au sein du département ou de l'organisme et veiller à ce que les données et documents demandés via la présente circulaire soient adressés, de manière complète, et dans les délais, aux destinataires indiqués.

A cet effet, il est demandé à chaque cellule budgétaire d'organiser des réunions destinées à présenter les propositions budgétaires des SPF de manière coordonnée à l'Inspection des Finances et ce, sur base des différents documents à compléter (annexes de 1 à 8) **et en temps utile** pour permettre à celle-ci de rédiger son rapport dans le délai exigé.

Ces réunions préparatoires ont un **double rôle**:

- rectifier les erreurs matérielles et compléter les informations sur base des demandes du Président du comité de direction et de l'Inspection des Finances;
- procéder à un premier arbitrage au sein de la cellule budgétaire afin de présenter des propositions finales au SPF Budget et Contrôle de la Gestion qui soient conformes aux directives de la présente circulaire.

Les Inspecteurs des Finances sont chargés de suivre avec une attention particulière le déroulement de ces réunions préparatoires et de demander les informations nécessaires en vue d'une discussion efficiente des estimations des recettes et des dépenses, lors des réunions bilatérales. Il est également demandé aux Inspecteurs des Finances, lorsqu'ils sont accrédités à plusieurs auprès d'un département, de veiller à présenter un avis coordonné sur la base des réunions de la cellule budgétaire.

3. L'Inspection des Finances et les Délégués du Ministre du Budget

Les Inspecteurs des Finances ainsi que les Délégués du Ministre du Budget auprès des organismes d'intérêt public et autres entités seront associés à l'établissement des propositions de manière à pouvoir en faire un rapport circonstancié dans les meilleurs délais.

L'Inspection des Finances est invitée à établir ses avis compte tenu de tous les éléments permettant une justification de fond de l'ensemble de la masse des crédits ainsi que sur toutes les augmentations de crédits proposées par le département, par allocation de base.

Outre leur avis normal, les Inspecteurs des Finances sont instamment priés de consacrer également un chapitre de leur rapport à l'examen de chacun des points suivants:

- les recettes non fiscales ;
- les subsides non réglementés: ils veilleront notamment à ce que les renseignements demandés soient ponctuellement fournis et donneront leur appréciation sur le contenu de ces données;
- les Inspecteurs des Finances sont priés de vérifier les renseignements statistiques fournis à l'appui de l'**annexe 3**, tant en recrutements qu'en départs.

Les inspecteurs des Finances transmettent un exemplaire de leur rapport au Ministre du Budget, plus un exemplaire aux organismes compétents en matière de politique scientifique, si les propositions impliquent cette politique.

Ils mettent à disposition du service budgétaire du SPF concerné une version électronique de leur rapport sur le SharePoint en sauvegardant le rapport en indiquant le nom de fichier « Note_IF@jj-mm-aaaa », ceci afin d'éviter toute confusion concernant le contenu, surtout si différents rapports sont chargés à des dates différentes.

Ceci s'applique également aux rapports des inspecteurs des Finances et des Délégués du Ministre du Budget auprès des organismes consolidés avec l'État fédéral et des IPSS.

4. Les paramètres techniques

4.1. Indexation

Les hypothèses suivantes seront prises en considération en matière d'inflation:

	2016/2015
Indice traditionnel des prix à la consommation	1.2%
Indice-santé	1%

L'indice pivot pour les allocations sociales et les salaires dans le secteur public ne devrait pas être dépassé en 2016.

En ce qui concerne l'inflation mondiale qui est appliquée à certaines allocations de base du SPF affaires étrangères, elle est estimée à 3,2 %.

4.2. Taux de change

Dépenses influencées par les fluctuations des cours du change

Pour les dépenses dont le montant est lié au cours du dollar US, du yen japonais ou du franc suisse, les crédits seront évalués par référence aux cours suivants (Taux de change de la Banque nationale de Belgique au 31/03/2015) :

1 EUR = 1,0759 USD (dollar américain);
= 128,95 JPY (yen japonais)
= 1,0463 CHF (franc suisse);

5. Dotations aux parastataux affiliés au Pool des Parastataux

Le taux de contribution des organismes affiliés au pool des parastataux est de 36 % en 2015 et sera de 38 % en 2016. Ce taux est maintenu jusqu'en 2019.

Ces organismes peuvent répercuter cette augmentation dans leur demande de dotation. Ils veilleront à spécifier les chiffres de leur contribution au pool des parastataux, dans les justifications à fournir en vue des réunions bilatérales (2016 à 2019). Les crédits supplémentaires seront inscrits en colonne B (effet volume).

6. Classification économique 2010

La mise à jour de la classification économique basée sur le SEC 2010 est en voie de finalisation et n'est dès lors pas encore disponible. Tout comme lors de la préparation du budget 2015, pour ce qui concerne les modifications de la classification économique, il est renvoyé à la note du service Macrobudgétaire du 24 juin 2014 reprise en annexe 17.

7. Les mesures d'économies 2016 prévues par la notification du 15 octobre 2014 et du 3 avril 2015

7.1. Généralités

Les départements doivent prendre en considération dans leur préfiguration budgétaire les mesures d'économies 2015-2019 reprises dans la notification du Conseil des Ministres du 15 octobre 2014.

Les économies 2016 seront calculées :

- **Sur la base des crédits du contrôle budgétaire 2015 (Budget initial 2015 + corrections techniques 2015 + colonnes A + B + index – amendement réforme de l'Etat) ;**
- **Sans exceptions en dehors de celles prévues dans ladite notification ;**
- **Après corrections de l'amendement 2015 relatif à la réforme de l'Etat ;**

Dans ladite notification, la disposition suivante est également reprise :

« Les économies mentionnées dans les présentes notifications doivent, le cas échéant, être indexées en 2016, 2017, 2018 et 2019. ».

Les économies sont présentées dans les rubriques ci-après et dans le tableau visé en annexe 9 de la présente circulaire.

Les demandes ayant pour effet de revenir sur des économies résultant des mesures du Conseil des Ministres du 15 octobre 2014 ne sont pas autorisées.

7.2. Les mesures d'économies spécifiques

7.2.1. Budget des dotations

Selon la notification du 15 octobre 2014 précitée :

Le budget des dotations (sur la base de la définition reprise dans le simulateur du SPF Budget et Contrôle de la Gestion¹) à l'exception de la Liste civile, la ligne forum du parlement (01.32.70.41.70.01), fera l'objet d'une économie de 2 % en 2016.

Deux allocations de base ne sont pas visées par des mesures d'économies :

SPF	DO	PROG	ACT	SEC1	SEC2	NO	tr a n sf	Code	LIB Fr	LIB NL
01	30	1	0	41	70	01	D	81	Liste civile	Civiele Lijst
01	32	7	0	41	70	01	D	81	Ligne de crédit spéciale Forum	Bijzondere kredietlijn Forum

En cas d'augmentation des crédits à charge de la Section 01 - Dotation pour un département, elles devront être intégralement compensées par une diminution des crédits à charge de la Section concernée. La diminution et l'augmentation de crédits seront inscrites dans la colonne B (effet volume).

¹ il s'agit des allocations de base référencées avec un code transfert « D » dans la section 01.

7.2.2. Ministère de la Défense

Selon la notification du 15 octobre précitée :

Les économies suivantes à indexer sont à réaliser sur les crédits du Ministère de la Défense :

besparingen landsverdediging	vastlegging	vereffening	économies défense	engagement	liquidation
2015	-193.052	-219.863	2015	-193.052	-219.863
2016	-43.255	-46.160	2016	-43.255	-46.160
2017	-42.381	-45.200	2017	-42.381	-45.200
2018	-41.524	-44.257	2018	-41.524	-44.257
2019	-40.384	-42.096	2019	-40.384	-42.096
totaal	-360.596	-397.576	total	-360.596	-397.576

Pour la durée de la législature actuelle, en respectant l'accord de gouvernement et en vue de la réalisation du plan d'investissement qui sera approuvé par le gouvernement, les crédits budgétaires pour la section 16 'Ministère de la Défense' sont acceptés et attribués sur la base du principe de l'enveloppe dans les différentes phases de la confection et l'adaptation du budget.

Sous ce principe est entendu que les normes budgétaires des instructions budgétaires sont d'application pour déterminer l'enveloppe globale et que la Défense est ensuite mandatée à décider elle-même de l'allocation des crédits au sein de l'enveloppe approuvée lors de la confection des documents budgétaires.

7.2.3. Régie des bâtiments

Selon la notification du 15 octobre 2014 précitée, une économie de 2% sera appliquée sur les allocations de base suivantes en 2016.

SPF	DO	PROG	ACT	SEC1	SEC2	NO	tra nsf	LIB Fr	LIB NL
-	-	-	-	-	-	-	-		-
19	55	2	1	61	41	08	F	Rénovation patrimoine public	Renovatie openbaar patrimonium
19	55	2	1	61	41	09	F	Enlèvement amiante	Verwijdering van asbest
19	55	2	2	41	40	03	F	Frais d'entretien ordinaire	Gewoon onderhoudskosten
19	55	2	2	41	40	07	F	Bâtiments non-propriété Etat	Gebouwen geen Staatseigendom
19	55	2	2	41	40	09	F	Charges locatives Cabinets	Huurlasten Kabinetten
19	55	2	4	61	41	04	F	Institutions Europe & Internat	Europese & Intern. instelling.
19	55	2	7	61	41	03	F	FEDESCO investissements économiseurs d'énergie	FEDESCO energiebesparende investeringen

7.2.4. Groupe SNCB

Selon la notification du 15 octobre 2014 précitée, il est décidé d'appliquer une économie de 188.000 Keur en 2015 à répartir linéairement et de manière croissante jusqu'à 663.000 Keur en 2019 (en € 2015).

Conformément aux notifications du 15/10/2014 et aux décisions du contrôle budgétaire 2015, l'enveloppe du groupe SNCB évoluera de la manière suivante, à prix constant :

	Crédit CB 2015	PREVISIONS PLURI.(eng.)				
		2016	2017	2018	2019	
Dotations SNCB et Infrabel (en €2015)	3.139.888	3.185.586	3.214.156	3.239.096	3.239.096	(1)
études transport rail	509	449	449	404	404	
OTIF Berne	60	60	60	60	60	
Transport ferroviaire :	3.140.457	3.186.095	3.214.665	3.239.560	3.239.560	
Economie conclue 14/10/2014 :						
Economie linéaire à réaliser (année n)	-188.000	-118.750	-118.750	-118.750	-118.750	
Economie linéaire cumulée (n-1)		-188.000	-306.750	-425.500	-544.250	
Total programme 33-51-1 :	2.952.457	2.879.345	2.789.165	2.695.310	2.576.560	
Dotations suivant contrat de gestion (AB code 33)	2.951.918	2.878.879	2.788.715	2.694.913	2.576.177	(1)
études transport rail (AB code 22)	479	406	390	337	323	
OTIF Berne (AB code 51)	60	60	60	60	60	

Pendant la période 2015-2019, ces économies ne pourront porter atteinte à l'objectif de stabilisation de la dette.

Ces économies ne pourront mettre en péril la sécurité du transport ferroviaire.

7.2.5. Coopération au développement

En ce qui concerne la coopération au développement (D.O 54), une économie de 150 millions sera appliquée en 2015 et croissant linéairement jusqu'à 270,3 millions en 2019 en liquidation. Le montant des crédits d'engagement sera adapté en conséquence. Ces économies seront réalisées en dehors des allocations de base de code SEC 8.

Conformément aux notifications du 15/10/2014 et au rapport du comité de monitoring du 18/07/2014 (tableau 63), l'enveloppe de la coopération au développement évoluera de la manière suivante, à prix constant :

En KEUR	2015	2016	2017	2018	2019
	Liq.	Liq.	Liq.	Liq.	Liq.
Pluriannuels des propositions	1.373.082	1.411.142	1.421.263	1.425.796	1.426.337
Economie à réaliser	-150.000	-150.000	-180.075	-210.150	-240.225
		-30.075	-30.075	-30.075	-30.075
Crédit de l'année	1.223.082	1.231.067	1.211.133	1.185.573	1.158.037

Les montants du tableau ci-avant seront indexés selon l'index des dépenses de fonctionnement (1,2% en 2016 et taux à déterminer pour les années 2017 à 2019).

7.2.6. Autres économies

En dehors des économies précitées, les économies spécifiques suivantes à indexer ont également été décidées dans la notification du 15 octobre 2014 précitée pour l'année 2016:

SPF FOD	DO OA	PROG	ACT	SEC1 ESR	SEC2 ESR	NO	Description	Omschrijving	Commentaires
19	55	2	7	41	40	02	FEDESCO personnel et fonctionnement	FEDESCO personeel en werking	-2%
23	40	2	0	41	40	15	Dot. Centre fédéral pour la migration	Dotatie Federaal Migratiecentrum	-2%
23	52	1	0	41	40	10	Dotation Elites du travail	Dotatie Eliten van de Arbeid	-2%
32	46	5	0	41	40	31	Subvention NBN	Subsidie NBN	-2%
33	41	5	2	31	22	05	Paiement Poste charges imposées PRESS	Betaling Post opgelegde lasten PRESS	Suite à la rédaction du nouveau contrat de gestion, une économie de 38.500 Keur sera réalisée en 2016
33	51	1	0	31	21	22	SNCB GO-Pass	NMBS GO-Pass	Le financement du Go Pass gratuit (ab 33.51.10.31.21.22) pour les jeunes de 16 ans sera supprimé au 1er janvier 2015 soit une économie de : 1.890 Keur en 2015, 3.780 Keur en 2016-2019.
33	56	7	1	33	00	01	Subside IBSR	Subsidie BIVV	-2%
44	55	3	5	41	40	44	Dotation Fedasil	Dotatie Fedasil	La dotation à Fedasil sera réduite de 20.000 Keur en 2016, cette économie est maintenue en 2017-2019. FEDASIL devra revenir à l'équilibre budgétaire en termes SEC dès 2015.
46	60	2	3	35	40	01	Dotation Institut von Karman	Dotatie von Karman Instituut	-2%

7.3. Les mesures d'économies linéaires

Pour l'année 2016, la notification du Conseil des Ministres du 15 octobre 2014 prévoit les **mesures linéaires suivantes** sur les allocations de base non reprises dans les mesures spécifiques décrites supra :

Economies 2016 en % ou k€ hors index	Eng	Liq
Solde Transferts	-2%	-2%
Solde Subsidés facultatifs (*)	-2%	-2%
Solde Personnel	-2%	-2%
Solde Fonctionnement	-2%	-2%
Solde Investissement	-3%	-3%
Personnel OIP S1311	-2%	-2%
Fonctionnement OIP S1311	-2%	-2%

(*) il s'agit des allocations de base référencées avec un code « Transfert : F ».

7.4. Mesure suite à la notification du 3 avril 2015

Suite à la notification du 3 avril 2015, une économie linéaire structurelle de 17,5 millions € est réalisée en 2016 sur les ab de code sec 12XX et 7XXX, à l'exception de la dette publique (base : contrôle budgétaire 2015 avant conclave –amendement réforme de l'état).

8. La sixième réforme de l'Etat

Les crédits inscrits au budget 2015 dans le but de permettre à l'autorité fédérale de continuer à assurer, au plus tard jusqu'à fin 2015, l'engagement, l'ordonnancement et la liquidation des dépenses relatives aux services administratifs à transférer dans le cadre de la sixième réforme de l'Etat seront déduits de la base des crédits pour 2016. Ces montants seront imputés en eXL-BUDGET dans la colonne B'.

9. La loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral

Le report de l'entrée en vigueur de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral sera soumis au Conseil des Ministres du 24 avril 2015. La décision sera transmise à tous les services.

10. Propositions budgétaires 2016 des SPF/SPP

10.1. Le Budget des Voies et Moyens – Recettes non fiscales

10.1.1. Les prévisions de recettes

En vue de la confection du budget des Voies et Moyens, les SPF et départements ministériels fourniront par article budgétaire :

- les recettes réalisées en 2014 (optique de caisse et de droits constatés) : pour chaque article budgétaire, les départements sont invités si nécessaire, à corriger les montants des réalisations et justifier dans la fiche budgétaire la différence entre les recettes enregistrées dans FEDCOM et celles corrigées.
- les recettes probables (ré-estimées) de 2015 (optique de caisse et de droits constatés);
- les estimations de recettes pour 2016, 2017, 2018 et 2019 (optique de caisse et droit constatés).

En ce qui concerne les recettes non fiscales – qu’elles soient affectées ou non à des fonds organiques, les propositions devront être introduites dans le fichier Excel (eXL_Input_Incomes_XX - annexe 1a) mis à disposition sur le SharePoint par le SPF B&CG dans le dossier « 0.Proposition budgétaire » et accompagnées des notes justificatives reprises dans les fiches budgétaires (annexe 2a)- (textes en français et en néerlandais). Les départements qui ont un accès en ligne à eXL-BUDGET introduiront leurs propositions directement dans l’application.

10.1.2. La justification des propositions (les fiches budgétaires)

Les notes justificatives seront établies sur base des prévisions des droits constatés, et non plus sur les prévisions en optique de caisse comme par le passé. Un lien sera cependant fait avec les recettes en optique de caisse afin de pouvoir définir un encours (dans une perspective pluriannuelle) et les droits constatés non recouvrables.

Si des écarts sont constatés entre les prévisions en droits constatés et optique de caisse, les SPF/départements sont invités à joindre une explication circonstanciée.

Les notes justificatives des recettes non fiscales seront présentées sous forme de fiches budgétaires (**annexe 2a**). La première partie des renseignements demandés dans l’annexe 2a constituera "les notes justificatives" à publier à l’appui du budget des Voies et Moyens. La seconde partie fournit des informations d’îtes de gestion. Une attention particulière doit être consacrée aux justifications tant en ce qui concerne l’effet volume que prix. En effet, il a été constaté plusieurs fois, ces dernières années, que les recettes réalisées s’écartent très fort des recettes estimées. Dès lors, on insiste pour que les estimations soient fondées sur des hypothèses de départ aussi réalistes que possible. Ces hypothèses seront mentionnées dans les propositions.

10.2. Le Budget Général des Dépenses

10.2.1. Les estimations de crédits

Les propositions budgétaires doivent respecter les décisions existantes du Conseil des Ministres (voir supra) et seront introduites :

- dans le fichier Excel relatif aux dépenses (eXL_Input_Expenses_XX - annexe 1b) mis à disposition sur le SharePoint dans le dossier « 0.Proposition budgétaire »
- directement dans l'application eXL-BUDGET pour les départements qui ont un accès direct.

Les départements concernés devront aussi compléter le fichier Excel de la Section 01 (eXL_Input_Expenses_01), reprenant les allocations de base relatives aux dépenses de la Famille royale. Les départements qui ont un accès « eXL-BUDGET » le feront directement dans l'application.

De manière générale, les propositions doivent être ventilées comme suit :

- Crédits ajustés lors du CB 2015 en l'état actuel (conclave) = **base d'indexation 2016;**
- -/+ Corrections techniques : il s'agit de crédits octroyés lors de précédents conclaves budgétaires pour des opérations à effet unique « One shot » qui doivent être déduits en colonne « correction technique »
- Colonnes A = indexation automatique 1.2% et spécifique - Taux de change (cfr annexe 10b);
- Colonne B = proposition de variation de volume;
- Colonnes B' = ces colonnes seront utilisées par le SPF Budget et Contrôle de la Gestion pour assurer un suivi transparent de la notification du 15 octobre 2014, du 3 avril 2015 et de la réforme de l'Etat :
 - Economies linéaires (base = CB2015/accepté bila – amendement réforme de l'Etat + Indexation 1.2%);
 - Economies spécifiques;
 - Correction de l'amendement 2015 relatif à la réforme de l'Etat ;
 - Economie linéaire de 17,5 millions € sur les ab de code sec 12XX et 7XXX, à l'exception de la dette publique (base : contrôle budgétaire 2015 avant conclave –amendement réforme de l'état).
- Colonne B''= compensations proposées et autorisées, par catégorie de crédits ;
- Colonne C = si nécessaire pour des dépenses obligatoires, visant à corriger d'éventuels déficits mis en évidence par une analyse de l'évolution des crédits et de leur consommation et pour lesquelles il est démontré qu'aucune compensation n'est possible;
- Les estimations pluriannuelles (2016 – 2019) ;
- Colonne justification pour synthétiser les propositions et les compensations proposées.
- Colonne D = montants refusés. Cette colonne ne sera disponible qu'à partir de la phase 1 – analyse des propositions par le SPF B&CG.

Une description des différentes colonnes est jointe en annexe 10b.

Les demandes ayant pour effet de revenir sur des économies résultant des mesures du Conseil des Ministres du 15 octobre 2014 ne sont pas autorisées.

A ce stade de décision, **aucune politique nouvelle n'est autorisée sauf si intégralement compensée** (les propositions éventuelles devront comporter une évaluation ex ante avec une prévision pluriannuelle pour démontrer qu'elles n'engendrent aucune dépense supplémentaire à l'intérieur d'une section du budget via redistribution de crédits en colonne B").

10.2.2. Dispositions budgétaires par enveloppe

Pour mémoire, les allocations de base sont regroupées par enveloppes budgétaires afin de permettre l'analyse des crédits de façon plus synthétique via le « Tableau aperçu global ». Les enveloppes sont identifiées par un code spécifique appelé « code enveloppe » (annexe 15). Ce code est affecté à chaque allocation de base.

Les catégories d'enveloppes budgétaires sont les suivantes :

- Cellules stratégiques ;
- Enveloppes de personnel ;
- Enveloppes de fonctionnement ;
- Gros postes ;
- Fonds organiques

10.2.2.1. Crédits de cellules stratégiques

Les crédits des organes stratégiques suivront les mêmes paramètres d'indexation que les crédits de personnel et de fonctionnement.

Selon la notification du 15 octobre 2014, aucune économie n'est prévue en 2016.

10.2.2.2. Crédits de personnel

a. SPF/départements avec une enveloppe de personnel

Afin de maintenir structurellement les économies réalisées dans les exercices budgétaires antérieurs, le principe retenu pour les crédits de personnel 2016 sera le respect strict des enveloppes de personnel fixées au contrôle budgétaire 2015 et tenant compte de la notification du 15 octobre 2014 précitée et de celle du 3 avril 2015.

Selon ladite notification :

« Une économie linéaire de 2 % est réalisée en 2016, sauf pour le Ministère de la Défense et les cellules stratégiques qui sont visées par des mesures spécifiques.

Cette économie s'applique donc de manière linéaire sur l'ensemble des allocations de base de code 11.XX (hors 11.05) ainsi que les AB 12.48 et 12.99. »

Si des SPF/départements ont des règles spécifiques plus strictes en matière d'évolution de leurs effectifs de personnel, ces règles doivent être appliquées en priorité.

La fixation des enveloppes de personnel 2016 se fera comme suit :

- Crédits de personnel du CB 2015 (décisions conclave)
- Correction de l'amendement 2015 relatif à la réforme de l'Etat
- + Index 2016 : 0%
- + Corrections techniques éventuelles (one shot)
- Économies de 2% décidées sur la base du budget initial 2015+ corrections techniques Budget initial 2015 + colonne A+B – amendement réforme de l'Etat

Les économies peuvent être re-ventilées à l'intérieur de la section budgétaire au sein des crédits de code 11 (sauf AB 1105 mais y compris 1248 et 1299).

Selon les dernières prévisions et les décisions relatives au saut d'index, l'indice pivot pour les allocations sociales et les salaires dans le secteur public ne devrait pas être dépassé en 2016.

Le coefficient moyen de liquidation 2016 devrait donc être le même qu'en 2015 : 1,6084. Aucune indexation ne sera donc reprise en 2016 pour les crédits de personnel.

b. SPF/départements sans enveloppe de personnel :

Pour les SPF/départements qui ne disposent pas d'une enveloppe de personnel, les crédits seront calculés de manière analogue. Ils sont invités à employer le fichier repris en annexe 3 et à renvoyer celui-ci en version Excel au SPF Budget et Contrôle de la Gestion, après validation par l'Inspection des finances ou le délégué du Ministre du Budget.

c. Autres allocations de base relatives au personnel

Pour rappel, en ce qui concerne les allocations de base avec le code économique 12.21.48– Paiements pour personnel détaché, elles seront indexées sur base des paramètres applicables aux crédits de personnel, à savoir une indexation de 0%.

Par ailleurs, les « indemnités forfaitaires compensatoires de frais (fiscalement non imposables) au personnel » seront imputées sur une allocation de base 12.11.99 et seront également indexées sur la base des paramètres applicables aux crédits de personnel, à savoir une indexation de 0%.

10.2.2.3. Dépenses de fonctionnement et investissement

Les dispositions suivantes sont reprises dans la notification du 15 octobre 2014 :

Tous les crédits de fonctionnement 12.XX (hors cellules stratégiques, coopération, Ministère de la Défense, mesures spécifiques, dette publique et groupe SNCB qui sont visés par des mesures spécifiques) excepté les AB 12.48 et 12.99 mais y compris 11.05 sont soumis à une économie linéaire de 2% en 2016.

Tous les crédits d'investissements 7X.XX sont soumis à une économie linéaire de 3% en 2016 (sauf Ministère de la Défense et cellules stratégiques qui sont visées par des économies spécifiques).

Les économies peuvent être re-ventilées à l'intérieur de la section budgétaire au sein des crédits de code 12 (sauf ab 1248 et 1299 mais y compris 1105) et 7x.xx.

Les services sociaux constitués en ASBL pourront recevoir des crédits sur des allocations de base de code sec 41.60.05 uniquement (code sec 11.xx.05 pour les services sociaux non constitués en ASBL). Ces allocations de base seront considérées comme des crédits de fonctionnement.

La fixation des enveloppes de fonctionnement/investissement 2016 se fera comme suit :

- Crédits de fonctionnement du CB 2015 (conclave)
- Correction de l'amendement 2015 relatif à la réforme de l'Etat
- + Index 2016 : 1,2%
- + Corrections techniques éventuelles (one shot)
- Économies décidées sur la base du budget initial 2015 + corrections techniques Budget initial 2015 + colonne A+B – amendement réforme de l'État

Suite à la notification du 3 avril 2015, une économie linéaire structurelle de 17,5 millions € est réalisée en 2016 sur les ab de code sec 12XX et 7XXX, à l'exception de la dette publique (base : contrôle budgétaire 2015 avant conclave – amendement réforme de l'état).

10.2.2.4. Gros postes

La croissance de ces allocations de base sera de 1.2% sauf si une réglementation spécifique prévoit une indexation ou une autre mesure telle que prévue par le Conseil des Ministres (Mesures d'économie).

10.2.3. Provision interdépartementale

10.2.3.1. Coût des dédommagements et des frais de justice

Les coûts des dédommagements et des frais de justice inhérents aux litiges en justice seront prévus, comme auparavant, dans la provision interdépartementale. Toutefois, pour faire appel à cette provision, les SPF/départements devront communiquer, concomitamment à leurs propositions, une liste des litiges pendants, avec un descriptif et une analyse de risques pour l'année 2016, selon le modèle de l'annexe 6.

Il s'agit de frais de justice relatifs à des litiges :

- qui sont déjà dans une phase ultérieure à la cour d'appel ;
- pour lesquels il a été décidé de ne pas aller en appel ;
- pour lesquels le délai d'appel est écoulé.

Un détail par allocation de base relatifs aux indemnités et frais de justice effectivement payés pendant l'année budgétaire 2014 doit être communiqué. Il convient d'indiquer les destinataires de ces versements : Entreprises, ASBL, ménages, OIP et sécurité sociale.

10.2.3.2. Primes de compétence

Les départements ne pourront faire appel à la provision interdépartementale 2016 que pour les arriérés de primes de compétence. Les coûts supplémentaires récurrents doivent être compensés dans l'enveloppe de personnel.

10.2.4. Estimations pluriannuelles

Une attention particulière sera prêtée aux estimations pluriannuelles puisque l'un des objectifs du présent exercice budgétaire est également de fixer un cadre pluriannuel en tenant compte des effets volume à justifier et des économies visées dans la notification du 15 octobre 2014 précitée.

Les SPF/départements sont donc invités à compléter, en vue des réunions bilatérales techniques, dans le fichier Excel ou directement dans l'application eXL-BUDGET, les colonnes qui reprennent par allocation de base les estimations pluriannuelles correspondant aux années 2017 à 2019. Ces estimations devront ensuite être revues sur base des décisions finales concernant le budget 2016.

La projection pour les années 2017 à 2019 sera effectuée « à prix constant » de 2016, dans le strict respect des notifications des conclaves budgétaires précédents.

En ce qui concerne les crédits normés de personnel, de fonctionnement et d'investissement, l'hypothèse retenue est le respect de la notification du 15 octobre 2014 et du 3 avril 2015 pendant la période 2015-2019.

10.2.5. Intégration de la dimension du genre dans la préparation du budget

La loi 12 janvier 2007 visant au contrôle de l'application des résolutions de la conférence mondiale sur les femmes réunie à Pékin en septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques fédérales (M.B. du 13 février 2007) fixe l'obligation de mentionner les crédits spécifiques dédiés à l'égalité entre les hommes et les femmes. Dans ce cadre une analyse de genre préalable (ex-ante) est nécessaire à l'élaboration du budget.²

L'attention des SPF, SPP et du ministère de la Défense est attirée sur le fait qu'il s'agit d'une obligation légale.

Concrètement, il faut indiquer dans les fiches budgétaires à quelle catégorie (1, 2 ou 3) chaque allocation de base appartient et ajouter pour chaque allocation de catégorie 2 une **note de genre**.

Pour chaque crédit appartenant à la catégorie 3, la justification des allocations de base doit préciser dans un commentaire de quelle façon on va essayer de tenir compte de la dimension de genre dans l'élaboration du dossier concerné. L'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes a élaboré une *checklist* qui donnera aux gestionnaires de dossiers une indication des informations qu'ils ou elles peuvent inclure dans le **commentaire genre**.

Une colonne spécifique est également prévue à cet effet dans le fichier Excel (eXL_Input_Expenses_xx). Le SPF Budget et Contrôle de la Gestion contrôlera si toutes les allocations de base ont été catégorisées et si une note de genre a été établie pour les allocations de catégorie 2 et un commentaire genre pour les allocations de catégorie 3.

L'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes évaluera a posteriori si la catégorisation des allocations, l'établissement des notes de genre et l'élaboration du commentaire genre ont été correctement réalisées.

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter :

Jeroen Decuyper
Attaché
Institut pour l'égalité des femmes et des hommes
Rue Ernest Blerot 1 (local 2031)
1070 Bruxelles
tél.: +32 (0)2 233 42 33
fax: +32 (0)2 233 40 32
email: jeroen.decuyper@iefh.belgique.be
site web: www.iefh.belgium.be

10.2.6. Fonds organiques

Les estimations de dépenses des fonds organiques seront calculées sur base de la règle définie dans la notification du conseil des Ministres du 15 octobre 2014, à savoir :

La règle à appliquer pour les fonds est la suivante :

- *Pas de détérioration du solde SEC de l'année précédente (recettes-dépenses), une détérioration du solde du fonds ne pourra se réaliser que dans le cas où successivement un solde négatif de 2015 resterait négatif en 2016 sans pour autant être plus défavorable par rapport à l'année précédente (2015);*
- *Ce raisonnement est également d'application pour 2017 à 2019.*

² L'exposé des motifs de la loi mentionne expressément le concept de « gender budgeting » comme évaluation d'impact (Article 2 et article 3, §3).

Un monitoring des recettes et dépenses sera effectué par le SPF Budget et Contrôle de la Gestion.

Toute demande de dérogation à l'application de la règle devra être dûment justifiée et validée par l'Inspection des Finances. Elle sera ensuite soumise pour approbation au Ministre du Budget.

10.2.7. Crédits relevant de la politique scientifique

Les SPF / départements concernés seront avertis en temps utile par le président de la Commission interministérielle de la politique scientifique (CIPS) sur les détails des informations à fournir ainsi que sur la procédure à suivre, dont les lignes principales, outre les directives usuelles de la présente circulaire, sont les suivantes:

- Chaque SPF/département est invité à informer le secrétariat de la Commission interministérielle de la politique scientifique³ des montants des crédits ajustés en 2015 et adoptés en 2016 à l'issue des réunions bilatérales (ou le cas échéant, post-bilatérales) en matière de politique scientifique dans leur budget. Pour rappel, les allocations de base concernées doivent reprendre le code « R » dans la colonne « CRIP » du tableau des dépenses.
- Les SPF / départements fourniront également au secrétariat de la CIPS les fiches budgétaires correspondantes aux crédits de politique scientifique ou, à tout le moins, une synthèse des projets en matière de politique scientifique que ces crédits permettront de réaliser.
- Ces données (crédits 2015 ajustés et crédits 2016 adoptés et justificatifs) permettront la rédaction d'un premier rapport de la CIPS sur la préfiguration budgétaire 2016. Ce premier rapport sera, dans une deuxième phase, adapté le cas échéant, aux décisions ultérieures (conclave budgétaire). Le secrétariat de la CIPS insiste sur la collaboration des départements afin de pouvoir, en fin de procédure budgétaire, élaborer une version adaptée du rapport comportant le montant et la justification des crédits de Politique scientifique votés par le Parlement.

10.2.8. La justification des propositions (les fiches budgétaires)

Les notes justificatives seront présentées sous forme de fiches budgétaires (annexe 2b).

Les notes justificatives départementales doivent comprendre les éléments suivants:

- par division organique: les missions assignées;
- par programme: les objectifs poursuivis (à déterminer de manière précise, concrète et mesurable) et les moyens mis en œuvre pour les réaliser (aussi bien les moyens en personnel, en fonctionnement qu'en investissement) ;
- par allocation de base : la série de chiffres contenant les réalisations de l'année n-2, les crédits ajustés de l'année n-1, les crédits de l'année n et les estimations pluriannuelles n+1 à n+4.

L'information en ce qui concerne les objectifs poursuivis devrait comporter:

- des **indicateurs** rendant possible une réelle évaluation de **l'accomplissement des programmes**;
- des données concrètes et chiffrées sur **les résultats atteints au cours des années précédentes** et l'impact au niveau « Gender ».

3 CIPS – adresse : SPP Politique scientifique, Avenue Louise, 231 – 1050 BRUXELLES –

Compte tenu du caractère essentiel de ces justifications dans le cadre du budget par programmes, il conviendrait qu'elles puissent être examinées avec la même attention que les propositions budgétaires proprement dites et qu'elles soient dès lors fournies en même temps.

C'est à l'aide des fiches budgétaires qu'il y aura lieu de justifier l'opportunité et le chiffrage du crédit d'un programme budgétaire, d'une part, et de ses allocations de base, d'autre part.

Les fiches budgétaires doivent donc détailler tous les éléments variables (base juridique, facteurs de prix, de volume, index,...) qui doivent permettre de calculer les crédits de dépenses.

10.2.9. Le texte de loi du budget général des dépenses

Tous les articles légaux, et en particulier les dispositions nouvelles proposées, devront faire l'objet d'un avis circonstancié de l'Inspection des Finances et d'un accord explicite du Ministre du Budget. En outre, il convient de veiller à ce que les dispositions légales soient compatibles avec les nouvelles structures organisationnelles, mais également avec les dispositions de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, et de la loi du 22 mai 2003 modifiant la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes.

Sur la question des avances de fonds, voir l'article 66 de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, sur base duquel un arrêté royal devrait déterminer la nature des dépenses qui pourront être payées sur des fonds avancés par le Ministre des Finances. Dans l'attente d'un tel arrêté, des dispositions légales particulières seront prévues dans la loi budgétaire. Il est demandé à l'Inspection des Finances de consacrer l'attention nécessaire pour réduire le nombre de ces dépenses au strict minimum. Un arrangement sera trouvé en collaboration avec les services concernés.

Il est rappelé également aux SPF/départements qu'en application de l'article 48 de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, tout subside doit avoir une base légale. **A défaut d'une loi organique, les subsides doivent faire l'objet d'une disposition ad hoc dans le budget général des dépenses. Sans base légale, aucun subside ne pourra être alloué.** L'Inspection des Finances veillera à ce que les conditions d'octroi mentionnées dans les arrêtés de subsides soient prévues clairement, entre autres les mesures de contrôle opportunes. Ceci vaut aussi pour les ASBL des services sociaux. S'il s'agit d'un service social au sein du département, on ne parle pas de subside. Eventuellement, une autorisation légale *ad hoc* est nécessaire pour l'octroi d'aides sociales.

L'attention est attirée sur le fait que les textes soumis tardivement (après le conclave budgétaire du Gouvernement) ne seront plus acceptés.

Une attention suffisante est également demandée pour actualiser les dispositions et pour justifier de leur nécessité.

Dispositions légales relatives aux dotations :

Les dispositions légales particulières autorisant les ministres concernés à engager et liquider des dépenses découlant des activités de la Famille royale à charge des crédits de la Section 01 – Dotations sont, depuis l'année budgétaire 2015, centralisées dans les dispositions particulières de la Section 01 – Dotations.

Ces dispositions légales devront également être transmises sur le SharePoint par les départements concernés dans leur section respective.

11. Organismes d'intérêt public – Services à gestion séparés y inclus les Etablissements Scientifiques Fédéraux – Entreprises d'Etat - Autres entités classées sous l'Administration centrale (secteur S.1311 de la BNB)

11.1. Préfiguration budgétaire 2016

Tout comme les départements et en même temps que ceux-ci, tous les services et autres entités (voir annexe 16) sont tenus de fournir une préfiguration budgétaire, nonobstant les dispositions et délais légaux et réglementaires qu'ils respecteront par ailleurs en ce qui concerne la confection définitive et intégrale de leur projet de budget. Ils doivent suivre les règles générales de l'élaboration du budget, et notamment présenter leur proposition de budget dans la forme qui deviendra leur budget « définitif » comprenant le tableau des recettes et des dépenses selon la nomenclature complète actuelle avec ses justifications.

→ Les mêmes principes que pour les départements sont donc applicables mutatis mutandis.

Par ailleurs dans le cadre de la notification du conclave du budget initial 2015 le 15 octobre 2014, les mesures suivantes ont été décidées par le Conseil des Ministres :

- une économie de 2% sera imputée en 2016 sur le personnel et le fonctionnement à charge de la dotation de ces entités.
- « A partir de 2015, les OIP et autres entités consolidées avec l'Etat fédéral clôtureront l'année avec un solde SEC positif (sauf CEN, Caisse des calamités et fonds RER). Le cas échéant, une dérogation motivée pourra être introduite auprès du Ministre du Budget. »

La préfiguration budgétaire demandée portera donc sur l'année à venir avec mention des prévisions actualisées pour l'année en cours et des réalisations connues de l'année écoulée. Par extension, les services et autres entités sont également appelés à fournir une projection budgétaire pluriannuelle portant sur la période 2017-2019 à prix constants. Chaque organisme d'intérêt public est également tenu de transmettre son bilan et son compte d'exécution.

Les discussions au stade des réunions bilatérales porteront essentiellement sur ces documents complets et présentés dans leur forme « définitive », et subséquemment sur l'intervention financière de l'Etat. Il faut donc que l'ensemble du budget soit commenté et non seulement l'intervention de l'Etat.

11.2. Périmètre de consolidation de l'Etat fédéral (secteur S.1311 de la BNB)

Les services et autres entités (annexe 16) du périmètre de consolidation de l'Etat fédéral doivent également communiquer leur préfiguration budgétaire au ministre du Budget suivant les codes de regroupement économique de la classification économique suite à la transposition partielle de la Directive 2011/85/UE dans la loi du 22 mai 2003.

Pour ce faire, les services et autres institutions devront également compléter, pour les années 2016 à 2019, un tableau du budget par code économique (individualisé par organisme) qui leur sera transmis par le SPF Budget et Contrôle de la Gestion via l'adresse rapport@budget.fed.be.

Exemple de tableau du budget des recettes par code économique :

Organisme/Instelling:					
Unité monétaire/Munteenheid: milliers EUR/duizend EUR					
Année/ Jaar	Organisme/ Instelling	Recette/ Ontvangst	CodeSEC/ ESR	Préfiguration/ Voorafbeelding	Budget initial/ Initiële begroting
2015	61020	1 01x			
2015	61020	1 03x			
2015	61020	1 04x			
2015	61020	1 06x			
2015	61020	1 08x		4.061	
2015	61020	1 11x			
2015	61020	1 12x			
2015	61020	1 13x			
2015	61020	1 14x			
2015	61020	1 16x		3.000	3.000
2015	61020	1 17x			
2015	61020	1 18x			
2015	61020	1 21x			
2015	61020	1 24x			
2015	61020	1 26x			
2015	61020	1 27x			
2015	61020	1 28x			
2015	61020	1 31x			
2015	61020	1 32x			
2015	61020	1 33x			

Après avoir été complétés par l'organisme, ces tableaux de dépenses et de recettes par code économique devront être validés par l'Inspection des finances ou le délégué du Ministre du Budget et seront ensuite envoyés **au plus tard le 13 mai 2015** à l'adresse suivante rapport@budget.fed.be. En l'absence d'Inspecteur des finances ou de délégué du Ministre du Budget, les tableaux seront envoyés à l'attention du chef de Corps de l'Inspection des finances – Monsieur Pierre Reynders :à l'adresse suivante : annick.falaise@inspfin.fed.be - Secrétariat du Chef de Corps

La consolidation de ces tableaux par le SPF Budget et Contrôle de la Gestion déterminera le solde SEC par services et autres institutions et ventilera les crédits et estimations par enveloppes budgétaires, tel que présenté ci-dessous. Tous les codes économiques sont en effet regroupés par « enveloppe budgétaire » et présentés sous la forme d'un tableau de dépenses et recettes par institution. Il s'agit des enveloppes de personnel, fonctionnement, investissement, autres dépenses et opérations internes pour les dépenses et pour les recettes en dotation, recettes propres et opérations internes.

Budget	Dotation Dotatie	recettes propres - Eigen middelen	Opérations internes - Interne operaties	Total recettes - Totaal ontvangsten	Personnel - Personeel	Fonctionnement - Werking	Investissement - Investeren	Autres dépenses - Andere uitgaven	Opérations internes - Interne operaties	Total dépenses - Totaal uitgaven	Solde SEC - ESR Saldo
Proposition Voorstel				0						0	0
Montant accepté Aanvaard bedrag				0						0	0
Col.Kol. C				0						0	0

Ce tableau sera analysé également dans le cadre du processus budgétaire afin de s'assurer que les propositions budgétaires présentent un **solde SEC positif** conformément à la notification du conseil des Ministres du 15 octobre 2014.

Ce budget par enveloppe réalisé sur la base des codes économiques sera bien évidemment identique à celui transmis dans sa forme actuelle. En cas de discordance, le service Assistance à l'élaboration du Budget du SPF Budget et Contrôle de la Gestion demandera à l'entité concernée de revoir sa proposition et de renvoyer un tableau du budget par code économique corrigé.

Le regroupement des codes économiques par enveloppe se fait sur la base suivante :

Budget des dépenses :

DEPENSES - code Eco 8xxx			
Code	FR	NL	Code ECO
E1	Personnel	Personeel	11XX 1248 (personnel détaché – gedetacheerd personeel)
E2	Fonctionnement	Werking	12XX et 13XX – hors loyer – zonder huurlasten
E3	Investissement	Investeringsen	71XX/72XX/73XX/74XX 76XX/77XX
E4	Autres dépenses	Andere uitgaven	01x/04x/06x/14x/16x/17x/18x 21x/24x/26x/27x/28x/31x/32x/33x 34x /35x /36x /37x /38x /39x/41x 42x/43x/44x/45x/46x/47x/48x/ 49x/51x/52x/53x/54x/56x 57x/58x/59x/61x/62x/63x 64x/65x/66x/67x/68x/69x AVEC loyer – MET huurlasten
E5	Opérations internes	Interne operaties	03x/08x/81x/82x/83x/84x/85x/86x 87x/88x/89x/91x/92x/96x/97x

Budget des recettes :

FR	NL	Code ECO
Dotation Fed	Dotatie	461x
Recettes propres et autres dotation non fédérale	Eigen midellen	01x/04x/06x/11x/12x/13x/14x/16x/17x/ 18x/21x/24x/26x/27x/28x/31x/32x/33x/3 4x/35x/36x/37x/38x/39x/41x/42x /43x/44x/45x/46x/47x/48x/49x/51x/52x/ 53x/54x/56x/57x/58x/59x/61x /62x/63x/64x/65x/66x/67x/68x/69x/71x/ 72x/73x/74x/76x/77x
Opérations internes	Interne operaties	03x/08x/81x/82x/83x/84x/85x/86x/87x/8 8x/89x/91x/92x/96x/97x

Remarque :

Les services et autres entités qui reçoivent une dotation du fédéral inscrite à charge des crédits d'un Service Public Fédéral doivent inscrire le montant de la dotation dans leur tableau du budget des recettes sur le code économique « 461x ». Toutes les autres recettes provenant du fédéral seront imputées sur un autre code économique.

Pour rappel, toute question relative à la classification économique ou au tableau individualisé peut être adressée au Service Macrobudgétaire à l'attention de Madame Elke Cobbaut, Rue Royale 138/2, 1000 Bruxelles (☎ 02/212 37 54 - ✉ elke.cobbaut@budget.fed.be).

11.3. Modalités et délais de transmission des budgets

Les documents budgétaires (tableaux et justifications) seront transmis au Département qui sera responsable de le charger sur le SharePoint (<https://extranet.begroting.be/AEB-ABB/Pages/home.aspx>) avec ses autres propositions (en respectant le même timing que celui des départements : **le 13 mai 2015 au plus tard à 17h**).

12. Institutions publiques de sécurité sociale et OIP de catégorie D

Tout comme les départements ministériels et les OIP, toutes les IPSS sont tenues de fournir une préfiguration budgétaire à législation constante, nonobstant les dispositions et délais légaux et réglementaires qu'elles respecteront par ailleurs en ce qui concerne la confection définitive et intégrale de leur projet de budget. Conformément à la notification du Conseil des Ministres du 15 octobre 2014, une économie de 2% sera appliquée sur les crédits de personnel, de fonctionnement et 3 % sur les crédits d'investissements.

La préfiguration budgétaire demandée portera sur l'année à venir avec mention des prévisions actualisées pour l'année en cours et des réalisations connues de l'année écoulée. Par extension, les IPSS sont également appelées à fournir une projection budgétaire pluriannuelle portant sur la période 2017-2019. Celle-ci sera établie à prix constants, c'est-à-dire que le dernier index sera supposé constant sur la période 2016-2019.

Dans le cadre du **rapport du Comité de Monitoring**, des demandes complémentaires **à prix courant** seront introduites auprès des IPSS pour les périodes concernées.

12.1. Bases de calcul, forme et contenu

La préfiguration budgétaire doit être établie, quant à la forme et au contenu, conformément à l'arrêté royal du 26 janvier 2014 (MB 17 juin 2014, Ed. 2).

De plus, les tableaux synoptiques visés en annexe de l'arrêté royal du 22 juin 2001 (modifié par l'AR du 26 janvier 2014) seront accompagnés d'une annexe reprenant, pour les périodes 2014 – 2016 d'une part et 2017-2020 d'autre part, l'impact actualisé des mesures dites de correction sociale (adaptations au bien-être et autres adaptations) prises depuis 2008.

Dans le cadre de la sixième réforme de l'Etat, il est demandé à chaque IPSS concernée d'identifier le budget fédéral résiduaire et les montants qui ne resteront plus fédéraux suite à la réforme de l'Etat pour les budgets tant de mission que de gestion.

12.1.1. Budget des missions

a) Pour le calcul des recettes de cotisations à percevoir ainsi que des dépenses en matière de prestations sociales ("**budget des missions**"), les prévisions budgétaires de tous les organismes de sécurité sociale seront fondées :

- Pour la préfiguration, sur les hypothèses macro-économiques définies par le Bureau fédéral du Plan (concernant e.a. l'emploi, le chômage, la masse salariale, les indexations) dans le budget économique de juin 2015 ;
- Pour la projection pluriannuelle, sur les hypothèses macro-économiques utilisées pour l'établissement du programme de stabilité hors index/ à prix constant.

b) financement alternatif et budget des soins de santé :

Les données qui seront transmises par l'INAMI à la Gestion globale devront l'être en même temps au Ministre du Budget.

En se référant au principe de fournir une préfiguration budgétaire à politique inchangée tel qu'il est expliqué dans l'introduction, l'impact des dispositions légales ou réglementaires qui sont à renouveler ou à prolonger chaque année (exemples: statut social, taxe sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique, ...) peut être repris dans la préfiguration en tenant compte des effets de volume mais en utilisant les mêmes paramètres (éventuellement indexés) que ceux utilisés en 2015.

La préfiguration (tableau) du budget 2016 des soins de santé indiquera la marge entre l'objectif budgétaire 2016 calculé selon les dispositions de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, article 40 et les estimations techniques de l'Inami (dites « calculs techniques ») visées à l'article 38, alinéas 4 et 5 de la même loi.

Les dépenses du budget des soins de santé en dehors de l'objectif budgétaire, notamment la liste des articles 56, seront discutées au sein du Gouvernement en même temps que la fixation de l'objectif budgétaire global.

12.1.2. Budget de gestion

Pour le calcul des crédits du **"budget de gestion"** (dépenses de personnel, dépenses de fonctionnement et dépenses d'investissement), il y a lieu de prendre comme base de calcul le budget de gestion repris dans la circulaire du 26 octobre 2014 reprenant les décisions du conclave budgétaire du 15 octobre 2014 et du 3 avril 2015.

Ces montants seront adaptés conformément aux paramètres d'indexation ci-après :

Dépenses de personnel : 0%

Dépenses de fonctionnement et d'investissement : 1 % (paramètre de l'indice santé)

12.2. Concordance entre "Budget de gestion" et "Frais d'administration" des I.P.S.S.

En application de l'article 5 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs (salariés), le Comité de Gestion de la Sécurité Sociale (CGSS) soumet au gouvernement, en vue de l'élaboration du budget et du contrôle budgétaire, un rapport sur l'évolution des dépenses et des recettes dans une perspective pluriannuelle, les options politiques prioritaires et la façon dont un équilibre financier durable de l'ensemble des régimes peut être assuré.

Les tableaux qui figurent dans ces rapports, font usage du concept de «Frais d'administration».

Par ailleurs, la législation organique des institutions publiques de sécurité sociale – I.P.S.S. – (arrêté royal du 3 avril 1997) a défini le concept du «budget de gestion», et l'arrêté royal du 26 janvier 2014 (M.B. du 17.06.2014, Ed 2) a précisé la nomenclature des articles de recettes et de dépenses qui composent le budget de gestion.

Afin que le gouvernement dispose des données précises et qu'il puisse connaître la relation qui existe entre les deux concepts utilisés, il est demandé aux I.P.S.S. de remplir correctement les tableaux synoptiques relatifs au budget de gestion et au budget total de l'institution tels qu'ils figurent dans les annexes de l'arrêté royal du 22 juin 2001 modifié par l'AR du 26 janvier 2014..

12.3. Calendrier et procédure d'approbation du budget

En vue d'un examen efficient de la préfiguration et du projet de budget, il est impératif d'envoyer les documents **simultanément** au(x) ministre(s) de tutelle et au Ministre du Budget pour les dates suivantes :

- pour le 13 mai 2015 au plus tard (en dérogation à l'AR 22/6/2001) : préfiguration du budget de gestion et des missions de l'institution accompagnée des tableaux synoptiques de Gestion et de l'Institution. ;
- Pour le 25 juin 2015 au plus tard (en dérogation à l'AR 22/6/2001), la préfiguration du budget des missions, le tableau synoptique de l'Institution et l'annexe reprenant l'impact des mesures d'économie décidées par le Gouvernement lors du budget initial 2015 et du contrôle budgétaire 2015
- pour le 1er septembre 2015 au plus tard (en dérogation à l'AR 22/6/2001) : le projet de budget définitif de l'institution ainsi que les tableaux synoptiques du budget de Gestion et de l'Institution.

Pour rappel, "le projet de budget est approuvé par le ministre de tutelle, moyennant l'avis favorable du commissaire du gouvernement du budget concernant la **conformité du projet de budget avec les dispositions légales et réglementaires ainsi qu'avec les dispositions du contrat d'administration** ayant une portée budgétaire ou financière. À défaut de cet avis dans un délai d'un mois à dater de la transmission au commissaire du gouvernement du budget du projet de budget, l'avis est réputé favorable. Ce délai est prolongé d'un mois au maximum sur demande motivée du commissaire du gouvernement du budget."

"A défaut d'un avis favorable du commissaire du gouvernement du budget, le ministre de tutelle peut approuver le projet de budget, moyennant l'accord du ministre ayant le budget dans ses attributions. À défaut d'accord de ce dernier, le ministre de tutelle peut soumettre le projet de budget au Conseil des Ministres." (article 12, § 3, de l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale).

Les commissaires du gouvernement et délégués du Ministre du Budget sont priés de transmettre leur rapport circonstancié dans les plus brefs délais.

Les IPSS enverront en outre un exemplaire de leurs propositions budgétaires au service chargé d'établir la consolidation, à savoir :

SPF Sécurité sociale
DG Politique sociale
À l'attention du Directeur général,
Centre Administratif Botanique
Finance Tower
Boulevard du Jardin Botanique 50, bte 115
1000 Bruxelles.

Les institutions enverront également une copie de leurs propositions budgétaires au service Macrobudgétaire à l'attention de Monsieur Simon Closson, Rue Royale 138/2, 1000 Bruxelles (📞 02/212 37 51 - 📠 02/212 39 36 - ✉ simon.closson@budget.fed.be)

LE MINISTRE DU BUDGET



Hervé JAMAR